

POUR UNE VERITABLE REVOLUTION FISCALE !

Depuis plusieurs mois on assiste à un véritable « poujadisme fiscal ». Il est de bon ton de critiquer « l'impôt », quel qu'il soit, sans voir sa finalité. Le pire est que le premier à avoir lancé cette désormais fameuse expression de « ras-le-bol fiscal » est le ministre de l'économie lui-même, Pierre Moscovici ! Pourtant Jean-Marc Ayrault, promettait il y a quelques mois une « réforme fiscale ». Alors qu'en est-il ?

Il faut commencer par rappeler un principe de base. En matière fiscale, nous sommes pour un impôt progressif, tel l'impôt sur le revenu, ou chacun-e paye selon ses moyens. Il faut donc rajouter de la progressivité à cet impôt. Dans le même ordre d'idées, nous pensons qu'il faut renforcer l'ISF et non le dénaturer. Enfin, la taxe à 75 % aurait pu être une bonne idée si elle n'était pas limitée dans le temps. Nous sommes en revanche fermement opposés à des impôts type TVA ou chacun-e paye la même somme quels que soient ses moyens. Or c'est exactement ce que vient de faire le gouvernement en augmentant la TVA au 1^{er} janvier. Nous sommes aussi fermement opposés au Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) qui va offrir 20 millions par an au patronat qu'il faudra bien retrouver dans les poches des travailleurs-ses.

Ce dernier exemple pose donc la question « à quoi sert l'impôt ? ». Si c'est offrir des cadeaux au patronat pour qu'il soit « sympa » et crée des embauches, nous pensons que c'est injuste et stupide car depuis trente ans que l'on mène ce type de politique, son inanité a été maintes fois prouvés. Cela ne sert à rien si ce n'est à enrichir les plus riches.

Par contre, l'impôt doit servir à financer des services publics de qualité, c'est à dire exactement ce que ne veulent plus faire les libéraux. Construire et/ou rénover des écoles ou des hôpitaux est une mesure de justice sociale et un investissement pérenne amorti par plusieurs générations. Assurer la présence de l'état sur tout le territoire, plutôt que déléguer ses missions au privé, est aussi une des missions d'un impôt juste. Cela doit permettre d'atténuer les inégalités entre les territoires mais aussi de donner à celles et ceux qui ,en ont besoin. **En résumé, c'est exactement le contraire de ce que font tous les gouvernements depuis trente ans.**

Olivier Sillam, élu Ecole Emancipée au BN